



Education International  
Internationale de l'Éducation  
Internacional de la Educación

<http://www.ei-ie.org>

# ETUCE

## European Trade Union Committee for Education EI European Region

### Table ronde des PECO du CSEE, organisée à Bakou (Azerbaïdjan) du 26 au 28 septembre 2013

#### EUROPEAN REGION- ETUCE

##### President

Christine BLOWER

##### Vice-Presidents

Odile CORDELIER  
Walter DRESSCHER  
Paula ENGWALL  
Andreas KELLER  
Galina MERKULOVA  
Branimir STRUKELJ



5, Bd du Roi Albert II, 9th  
1210 Brussels, Belgium  
Tel +32 2 224 06 91/92  
Fax +32 2 224 06 94  
[secretariat@csee-etuice.org](mailto:secretariat@csee-etuice.org)  
<http://www.csee-etuice.org>

##### European Director

Martin RØMER

##### Treasurer

Mike JENNINGS

Au vu des résolutions adoptées à la [Conférence du CSEE de Budapest en 2012](#), et spécifiquement des résolutions sur la [Crise économique et financière](#) et sur la [Profession enseignante](#), compte tenu du [Programme de travail 2013-2016 du CSEE](#), et à la lumière de l'initiative mondiale de l'IE [Uni\(es\) pour l'éducation – Une éducation de qualité pour un monde meilleur](#),

la Table ronde

#### 1. proclame que:

- l'éducation est un droit fondamental et un bien public dont le financement et la réglementation doivent être assurés par les pouvoirs publics ;
- la priorité la plus élevée des syndicats d'enseignants dans les PECO reste l'opposition aux mesures d'austérité sévères et irresponsables que la plupart des gouvernements nationaux des pays européens ont mises en place comme réaction unique à la crise économique et financière. Non seulement ces mesures ont un effet dévastateur et disproportionné sur les enseignants, les autres personnels de l'éducation et les étudiants qui ne disposent que de faibles moyens, mais encore érodent-elles les droits sociaux et les droits liés à l'emploi ainsi que les protections anti-discrimination et font-elles preuve d'un manque de concertation de la part des gouvernements en vue de mettre fin à la pauvreté sous le prétexte de réduire le déficit économique ;
- il faut encore apporter des solutions de rechange durables aux politiques rigoureuses de restriction des coûts et relever le niveau de conscientisation des avantages propres à la poursuite des investissements dans l'éducation, dans la perspective du redressement économique et des développements positifs pour l'emploi ;
- un travail décent réunissant un revenu équitable, la sécurité et l'hygiène sur les lieux de travail ainsi que la protection sociale des familles, est un élément déterminant pour que les enseignants et les autres personnels de l'éducation puissent fournir une éducation de haute qualité ;
- l'éducation de qualité pour tous est un élément préalable indispensable à la cohésion sociale et à la citoyenneté démocratique, comprenant l'égalité des chances et l'équité de traitement pour les étudiants, les enseignants et, de manière générale, le personnel en fonction dans les écoles ;
- les enseignants et les autres personnels de l'éducation sont des professionnels ayant l'expertise de l'éducation, et devraient lors être totalement intégrés dans le processus de définition de la politique d'éducation, à tous les niveaux du pouvoir. En leur qualité de partenaires sociaux reconnus, les personnels de l'éducation et les syndicats d'enseignants doivent être consultés avant que soient prise une décision, quelle qu'elle soit, concernant la politique de l'éducation ;
- en conséquence, les gouvernements et les pouvoirs locaux devraient intégrer les

enseignants et leurs syndicats au processus de leadership démocratique qui se déploie dans les écoles, développant de la sorte l'aptitude des écoles à innover et renforçant la confiance des enseignants engagés dans la réflexion sur leurs propres pratiques pédagogiques et développant ces dernières ;

- le mouvement syndical dans son ensemble s'oppose vivement à toute tentative visant à nier la légitimité des syndicats d'enseignants et/ou à intimider leurs représentants, et maintiendra cette ferme opposition par le biais de la solidarité s'exprimant dans les pays comme au plan international ;

**2. affirme l'engagement pris par les syndicats d'enseignants des PECO afin de :**

- défendre vigoureusement cette déclaration dans leurs pays respectifs, et au plan européen, par l'engagement dans un dialogue politique constant constructif avec les gouvernements nationaux, les institutions européennes et le Conseil de l'Europe ;
- faciliter la coordination intégrale entre les organisations membres du CSEE dans les PECO dans le cadre de l'Union européenne et en dehors de ce cadre, notamment par l'échange d'informations complètes, de consultations et de discussions productives à l'occasion de la Table ronde des PECO ;
- renforcer l'unité des syndicats d'enseignants dans les PECO et au plan européen par le biais de l'action du CSEE et sous l'égide de l'Internationale de l'éducation ;
- veiller à ce que les opinions des organisations membres du CSEE dans les PECO fassent l'objet d'une promotion active dans tous les organes de prises de décision du CSEE/de l'IE ;
- soutenir l'initiative de l'IE *Uni(e)s pour l'éducation* dans le but de faire prendre davantage conscience de ce que l'éducation doit impérativement être au centre de l'agenda international du développement post-2015, et aussi afin de veiller à ce que l'éducation de qualité pour tous reste en tête de l'agenda des gouvernements, dans le monde entier. Les syndicats d'enseignants des PECO s'associeront à cette importante initiative mondiale en faveur d'un avenir meilleur, durable et pacifique.